

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/La-sortie-du-nucleaire-marque-des-points,33071>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°61 > **La sortie du nucléaire marque des points !**

23 juin 2014

La sortie du nucléaire marque des points !

USA : annulation du projet de réacteur EPR de Nine Mile Point

En septembre 2008, l'autorité de sûreté nucléaire étatsunienne, la NRC, recevait une demande de licence pour un projet de réacteur EPR en supplément des deux réacteurs de la centrale de Nine Mile Point, sur la rive du lac Ontario qui fournit l'eau potable de nombreuses villes (dont Toronto au Canada) et de nombreuses communautés amérindiennes.

En décembre 2009, UniStar a demandé la suspension de l'examen par la NRC de sa demande de licence. En novembre 2013, elle en a demandé l'annulation définitive, que la NRC lui a accordée début avril 2014. Un bel exemple d'effet d'annonce... pas suivi d'effet.

Sources : Beyond Nuclear / NRC

Une centrale allemande fermée prématurément faute de rentabilité

E.ON, le numéro un allemand de l'énergie, compte arrêter sa centrale nucléaire de Grafenrheinfeld, en Bavière, fin mai 2015 au lieu de décembre 2015. L'entreprise estime qu'elle ne pourra pas l'exploiter rentablement, dans un contexte de forte concurrence des renouvelables. E.ON a estimé que "l'arrêt anticipé était incontournable dans l'intérêt des actionnaires" !

Pour continuer à faire tourner la centrale, E.ON devrait charger de nouveaux combustibles l'année prochaine. Or, ces combustibles sont soumis à un impôt spécifique, qui lui coûterait d'emblée 80 millions d'euros. Compte tenu des cours de l'électricité, qui ont été divisés par deux depuis 2008, le groupe estime que le chiffre d'affaires prévisible ne permettrait pas de couvrir cette taxe ainsi que les autres coûts.

L'Agence fédérale des réseaux doit encore donner son feu vert à cette décision au regard de la stabilité du système électrique. Elle a en effet déjà reçu plus de 40 demandes de fermetures de centrales électriques, essentiellement au gaz ou au charbon, qui souffrent de la concurrence des renouvelables.

Source : Les Échos

République Tchèque : annulation de l'appel d'offres pour deux réacteurs

L'électricien tchèque CEZ a retiré début avril l'appel d'offres lancé en 2009 – et dont Areva avait été exclu en 2012 – pour construire deux nouveaux réacteurs sur le site de la centrale de Temelin. CEZ a pris sa décision au vu des prix de l'électricité trop bas pour assurer une rentabilité au projet, en l'absence de garanties financières sur le prix d'achat de l'électricité que le gouvernement tchèque de Bohuslav Sobotka s'est refusé à accorder (contrairement à la décision aberrante du gouvernement britannique pour le projet de deux EPR à Hinkley Point, qui bénéficie d'un prix d'achat garanti sur 35 ans, indexé sur l'inflation, et deux fois plus cher que le prix de marché en gros de l'électricité).

Signe révélateur de l'attitude générale des investisseurs vis-à-vis du nucléaire : à l'annonce de cette annulation, la valeur de l'action de CEZ a gagné pas moins de 3,7 % !

Source : Bloomberg

Le solaire pourrait remplacer complètement le nucléaire à Tokyo

Le Japon possède la plus grande capacité au monde de stockage d'énergie par pompage-turbinage (STEP). Des chercheurs étatsuniens estiment que si, au lieu d'assister les centrales nucléaires, les STEP japonaises actuelles étaient couplées avec des panneaux solaires couvrant les toitures disponibles et adaptées sur des bâtiments de Tokyo, la combinaison obtenue permettrait de remplacer environ 26,5 % de l'électricité d'origine nucléaire consommée par la capitale japonaise en 2010.

Et en installant une surface solaire 5,6 fois supérieure à la surface disponible en toiture, c'est la totalité de l'électricité nucléaire qui pourrait alors être remplacée par le solaire. Cela représenterait 1700 km², soit 0,4 % de la surface de l'archipel nippon, à comparer aux 30 000 km² carrés officiellement contaminés par la catastrophe de Fukushima, et aux 1256 km² dont la population a été évacuée



sans compter celles qui devraient l'être !

Et n'oublions pas que depuis 2011, le Japon a su mettre en place des économies d'énergie substantielles. Une tendance à confirmer pour réduire durablement par rapport à 2010 la quantité d'électricité à produire : 1700 km² de panneaux ne sont pas nécessaires. La sobriété énergétique est LA priorité !

Source : Potential for rooftop photovoltaics in Tokyo to replace nuclear capacity

France : nette évolution du discours du ministère de l'Énergie

Le 26 mars dernier, Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat (DGEC) au ministère de l'Énergie, était auditionné par la commission d'enquête parlementaire sur les coûts du nucléaire. Par rapport au parc actuel des 58 réacteurs, qui totalisent une puissance de 63,1 gigawatts (GW), "on arrive à une fourchette entre 36 et 43 GW nécessaires dans l'hypothèse [d'une baisse de la part du nucléaire dans la production électrique de 75 % à] 50 % vers 2025" [engagement de François Hollande], a-t-il indiqué. "Ce qui veut dire qu'en termes de "non-besoin", c'est une vingtaine de réacteurs" en moins. Cette position, qui s'appuie sur l'hypothèse d'une évolution de la demande électrique "relativement modérée", diffère largement de celle défendue par EDF. Estimant qu'un "grand nombre d'investissements ne s'amortissent bien que sur vingt à trente ans", Laurent Michel s'est interrogé sur l'opportunité d' "arrêter certains [réacteurs] à trente" ans pour éviter des dépenses et les centrer sur d'autres réacteurs. Le revers de la médaille est que le ministère envisage donc de

prolonger certains réacteurs à 50 voire 60 ans de fonctionnement, ce qui accroîtrait le risque d'accident majeur... Mais un tel discours reste des plus inhabituels et marque une évolution notoire.

Source : Les Échos

Les énergies renouvelables de moins en moins chères

Entre le 3e trimestre 2009 et le 1er trimestre 2014, le coût des panneaux photovoltaïques en silicium cristallin (la technologie dominante sur le marché) a baissé de 53% ; celui des panneaux photovoltaïques à couches minces de 34% ; le coût des centrales à biomasse a baissé de 28% ; celui de l'éolien terrestre a baissé de 15% ; et cætera.

Les projets solaires et éoliens sont de plus en plus nombreux à être construits sans la moindre subvention, en particulier pour l'instant en Amérique Latine, au Moyen-Orient et en Afrique, mais cette tendance ne cesse de s'élargir.

L'éolien offshore fait figure d'exception notable, avec une hausse de 41 %, qui s'explique par la plus grande profondeur à laquelle les projets sont planifiés et par une demande accrue de machines d'installation, des câbles et autres matériels.

Source : FS-UNEP, Global trends in renewable energy investments 2014

Au Japon, l'énergie solaire prend son essor !

En 2013, l'investissement dans le solaire photovoltaïque a augmenté de 80% par rapport à l'année précédente ! Il a atteint 28,6 milliards de dollars. En grande majorité (23 milliards), ces investissements sont liés à des projets de petite taille, en toiture résidentielle ou commerciale, et tirent parti des tarifs d'achats avantageux introduits en 2012 par le gouvernement de Naoto Kan peu avant sa démission. Le reste est composé de projets de plus grande taille.

Source : FS-UNEP, Global trends in renewable energy investments 2014

Le potentiel des renouvelables selon Ban Ki-moon

Dans sa préface au rapport "Global trends in renewable energy investments 2014", le secrétaire général de l'ONU (Organisation des Nations-Unies), Ban Ki-moon, déclare : "Certains prétendent que les énergies renouvelables ne peuvent venir qu'en complément du système énergétique existant. Le présent rapport démolit ce mythe et montre qu'un avenir "100% énergies propres" est possible."

Allemagne : les citoyens prennent les renouvelables en main !

Près de 50% des capacités renouvelables installées depuis 2000 outre-Rhin sont en possession de personnes privées, tandis que le nombre de coopératives citoyennes de l'énergie a été multipliée par 10 en 4 ans (près de 800 au total actuellement). La part des installations en possession des particuliers et agriculteurs est de 72% pour la biomasse, 61% pour le photovoltaïque et 53% pour l'éolien terrestre.

Sources : IDDRI / energytransition.de